

1983, chapitre 47
**LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS FISCALES
EN VUE D'INSTITUER UN NOUVEAU RECOURS
POUR LES CONTRIBUABLES**

Projet de loi 52

présenté par M. Alain Marcoux, ministre du Revenu

Première lecture le 17 novembre 1983

Deuxième lecture le 8 décembre 1983

Troisième lecture le 20 décembre 1983

Sanctionné le 21 décembre 1983

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées:

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)



CHAPITRE 47

Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables

[Sanctionnée le 21 décembre 1983]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. M-31, a.
65, mod.

1. L'article 65 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Appel
sommaire

« La même règle s'applique, en l'adaptant, à un appel sommaire interjeté conformément au chapitre IV. ».

c. M-31,
chap. IV et
aa. 93.2 à
93.21, aj.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93.1, des chapitres et des articles suivants:

«CHAPITRE IV

«APPEL SOMMAIRE

«SECTION I

«APPLICATION ET COMPÉTENCE

Recours à la
division des
petites
créances

«93.2 Un particulier peut interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour provinciale siégeant au chef-lieu soit du district où il réside soit des districts de Montréal ou de Québec, au lieu d'exercer un autre recours auprès de la Cour provinciale, lorsque cet appel sommaire a pour objet:

a) pour une année d'imposition, dans le cas de l'application de la partie I de la Loi sur les impôts:

i. une réduction dans le calcul du revenu ou du revenu imposable qui n'excède pas 5 000 \$ et n'a pas pour origine une perte, subie dans

l'année ou dans une autre année d'imposition, dont le montant excède 5 000 \$; ou

ii. une réduction de l'impôt calculé en vertu du livre V qui n'excède pas 1 650 \$ et n'a pas pour origine une perte décrite dans le sous-paragraphe i;

b) une affectation en vertu du premier alinéa de l'article 31 qui n'excède pas 1 000 \$;

c) exclusivement la détermination d'intérêts ou de pénalités qui n'excèdent pas 1 000 \$.

Compétence du tribunal « **93.3** La compétence du tribunal est augmentée, le premier janvier de chaque année, en ajustant les montants que prévoit l'article 93.2 en fonction du pourcentage d'augmentation du taux prescrit en vertu de l'article 694.1 de la Loi sur les impôts.

Montants rajustés Ces montants sont rajustés au plus proche multiple de 50 \$.

Compétence du tribunal « **93.4** La compétence du tribunal s'étend aux intérêts et pénalités accessoires à l'objet d'un appel sommaire même si le montant total excède, en raison de ces intérêts et pénalités, le montant prévu par la présente section à l'égard de l'objet de l'appel.

Restriction « **93.5** Le présent chapitre ne s'applique pas au particulier tenu, comme mandataire du ministre, de déduire, retenir ou percevoir un montant en vertu d'une loi fiscale ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

Division d'un recours interdit « **93.6** Un particulier ne peut, afin de se prévaloir du présent chapitre, diviser, directement ou indirectement, l'objet d'un recours en autant d'objets pouvant donner lieu à un appel sommaire.

Limitation d'un recours Le premier alinéa n'a pas pour effet d'empêcher une limitation volontaire de l'objet d'un recours afin qu'il puisse donner lieu à un appel sommaire.

Nullité d'un appel sommaire « **93.7** Lorsqu'un appel sommaire et un autre recours en Cour provinciale ont, en tout ou en partie, le même objet ou portent sur une même année, l'appel sommaire est nul ainsi que toute procédure ou jugement s'y rapportant.

Transfert à la Cour provinciale « **93.8** Lorsqu'un appel sommaire pendant devant la division des petites créances de la Cour provinciale peut faire l'objet d'un autre recours devant la Cour provinciale, les parties peuvent, avant l'audition, produire au greffe de la division des petites créances un consentement afin que le dossier soit porté au rôle de la Cour provinciale et qu'il soit traité suivant la procédure régissant les actions ordinaires devant cette cour.

Transfert à
la division
des petites
créances

La même règle s'applique, en l'adaptant, pour qu'un recours pendant devant la Cour provinciale soit continué devant la division des petites créances.

Requête
avant
audition

« **93.9** Sur requête soumise avant l'audition à un juge de la Cour provinciale par une des parties, un appel sommaire peut être porté au rôle de la Cour provinciale pour être traité suivant la procédure régissant les actions ordinaires devant cette Cour.

Recevabilité

Cette requête n'est recevable, à l'égard du sous-ministre, que dans la mesure où l'appel sommaire pourrait être interjeté par plusieurs personnes concernées par une même série de transactions ou d'événements, ou s'il porte sur des questions de fait ou de droit susceptibles d'influer sur des cotisations, des décisions, des déterminations ou des affectations actuelles ou éventuelles.

Juges de la
Cour
provinciale

« **93.10** La compétence que confère le présent chapitre est exercée par les seuls juges de la Cour provinciale que désignent annuellement le juge en chef et le juge en chef associé, chacun dans les limites de sa compétence territoriale.

« SECTION II

« PROCÉDURE

Délai

« **93.11** Un particulier qui s'est opposé, dans le délai prévu par une loi fiscale, à une cotisation, à une décision ou à une détermination, peut interjeter un appel sommaire dans les délais que prévoit cette loi pour interjeter appel auprès de la Cour provinciale.

Délai

Dans le cas d'une affectation de paiement, il peut interjeter un appel sommaire dans le délai que prévoit l'article 33.1.

Délai
prorogé

« **93.12** Un particulier qui était dans l'impossibilité physique d'agir ou de donner mandat d'agir en son nom dans le délai fixé pour interjeter un appel sommaire peut, s'il ne s'est pas écoulé plus d'un an depuis le premier jour où un tel appel aurait pu être interjeté, demander à un juge de la Cour provinciale de proroger ce délai pour une période qui ne peut excéder le quinzième jour suivant la date du jugement accordant cette prorogation.

Formule
prescrite

« **93.13** Un appel sommaire s'exerce au moyen de la formule prescrite à cet effet dans laquelle le particulier doit exposer les motifs de sa demande ainsi que tous les faits pertinents et qu'il dépose ou envoie, par poste recommandée ou certifiée, au greffe de la division des petites créances de la Cour provinciale, accompagnée d'une somme de 20 \$ pour couvrir les frais.

Copies
transmises
au ministre

« **93.14** Sur réception d'un appel sommaire, le greffier en transmet immédiatement deux copies au ministre qui lui fait alors parvenir, avec

diligence, une copie de l'avis de cotisation, de l'avis d'opposition et de la notification, ainsi qu'une copie de tout autre document nécessaire.

Dossier
porté au
rôle de la
Cour
provinciale

«**93.15** Si le tribunal ou un juge de la Cour provinciale constate que le particulier ne pouvait se prévaloir du présent chapitre, il ordonne que le dossier soit porté au rôle de la Cour provinciale afin qu'il soit traité suivant la procédure régissant les actions ordinaires devant cette cour.

Articles du
C.p.c.
applicables

«**93.16** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 967, les articles 969 et 970.1, le premier alinéa de l'article 971 et les articles 973, 974, 976 et 977 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'appliquent, en les adaptant, à l'audience d'un appel sommaire.

Témoignage
d'expert

Toutefois, un témoignage d'expert ne peut être entendu qu'en application de l'article 977 de ce code.

Audition
publique

«**93.17** L'audition est publique.

Huis clos

Toutefois, lorsque le particulier demande le huis clos, le tribunal peut l'ordonner.

Représenta-
tion

«**93.18** Malgré l'article 34 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12), un particulier ne peut être représenté ni assisté par autrui et le sous-ministre ne peut être représenté que par un fonctionnaire qui n'est pas un avocat.

Appel porté
au rôle de la
Cour
provinciale

Si le particulier ne peut agir personnellement, l'appel sommaire est d'office porté au rôle de la Cour provinciale pour être traité suivant la procédure régissant les actions ordinaires devant cette Cour.

Fardeau de
la preuve

«**93.19** Lorsque l'appel porte sur la pénalité prévue par l'article 1049 de la Loi sur les impôts, le fardeau de prouver les faits visés dans cet article incombe au ministre.

Pouvoirs du
tribunal

«**93.20** Le tribunal peut rejeter l'appel sommaire ou annuler, modifier ou déférer au ministre, pour un nouvel examen, une cotisation, une décision, une détermination ou une affectation de paiement.

Restriction

Toutefois, il ne peut annuler ou modifier une cotisation, une décision ou une détermination uniquement par suite d'une irrégularité, d'un vice de forme, d'une omission ou d'une erreur de qui que ce soit dans l'observation d'une disposition non péremptoire.

Articles
applicables
au jugement

«**93.21** Les premier et deuxième alinéas de l'article 978 et les articles 979 à 981, 990 et 991 du Code de procédure civile s'appliquent, en les adaptant, à un jugement sur un appel sommaire.

« CHAPITRE V

« DISPOSITIONS DIVERSES ».

Sections
renumé-
rotées

3. Les sections X, XI et XII du chapitre III de cette loi sont renumérotées I, II et III.

c. I-3, a.
1014, mod.

4. L'article 1014 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

Règle
applicable à
un appel
sommaire

« La même règle s'applique, en l'adaptant, à un appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31). ».

c. I-3, a.
1030, mod.

5. L'article 1030 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 20 des lois de 1983, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Paiement
dans les 30
jours de
l'avis de
cotisation

« **1030.** 1. Tout contribuable doit, dans les 30 jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer au ministre les impôts, intérêts et pénalités exigibles de lui et encore impayés, qu'une opposition ou un appel ou qu'un appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) soit en cours ou non à l'égard de la cotisation. ».

c. I-3, a.
1071, mod.

6. L'article 1071 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Transmis-
sion au
ministre

« Lorsque les trois exemplaires de cette requête ont été produits et que la somme de 20 \$ mentionnée dans l'article 1072 a été versée, le greffier de la cour doit immédiatement en transmettre deux exemplaires au ministre qui lui fait alors parvenir, avec diligence, une copie de l'avis d'opposition et une copie de l'avis de cotisation ou de la notification faisant l'objet de l'appel. ».

c. I-3, a.
1072, mod.

7. L'article 1072 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Montant
versé au
greffier

« **1072.** Lors de la production de cette requête, le contribuable doit verser au greffier de la cour une somme de 20 \$ qui lui est remboursée s'il réussit totalement ou partiellement en appel. ».

c. I-3, a.
1078, mod.

8. L'article 1078 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Recouvre-
ment des
impôts,
intérêts et
pénalités

« **1078.** 1. Tout appel ou tout appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) n'empêche pas le recouvrement, suivant la loi, des impôts, intérêts et pénalités faisant l'objet du recours. ».

Effet
d'exception

9. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

10. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.